L'Anarcho-syndicaliste n°77
juillet 1968
Union des Anarcho-Syndicalistes

PRINTEMPS 1968, RÉVOLUTION MANQUÉE, RÉVOLUTION REMISE ...

La formulation célèbre selon laquelle *"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs, eux-mêmes"* aura encore une fois marqué toute sa justesse au cours de ces journées de fête et d'espoir, devant les matraques du pouvoir en place. Et les efforts de dévoiement puis la trahison par des organisation de bureaucrates que les travailleurs ont construites de leur peine et de leur sang assurément pour un tout autre usage.

Mais en même temps que l'on voyait les travailleurs assommés ou "gazifiés", puis manipulés, se précisait un manque de perspectives concrètes de *"maturité socialiste"* qui rendaient inévitables le reflux puis la défaite.

D'autres, établiront des exégèses fouillées et exhaustives sur ces journées de mai. Déjà, cependant, à la lumière de quelques faits précis et vécus, il est des conclusions que logiquement nous devons tirer, devant déboucher sur une orientation nouvelle, complétée par une stratégie nouvelle, du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Nul ne contestera que l'action déclenchée "surprit" les organisations syndicales et politiques ouvrières qui furent très vite "débordées". En effet, les formes de l'action et ses motivations dépassaient très largement toutes les grèvettes et réformettes jusque là pondues par les bureaucrates réformistes complètement intégrés au système capitaliste et aliénés par lui.

Une grève - généralisée - les "chefs" refusant de lancer la grève générale - illimitée, insurrectionnelle parfois, des barricades, des drapeaux rouges, des drapeaux noirs,l'*Internationale* enfin, les travailleurs solidaires des étudiants paralysèrent complètement le pays, réduisant les capitalistes à exporter leur argent, anéantissant un pouvoir dit "fort", rendant possible l'organisation du socialisme.

Mais, et là réside la cause la plus importante de l'échec de mai, les syndicats, au lieu de participer à l'organisation de la lutte pour le triomphe du socialisme, freinèrent le mouvement tant qu'elles le purent, dénoncèrent d'abord les groupes de travailleurs les plus actifs, les plus décidés, en les traitant de "gauchistes", " "provocateurs", “irresponsables"... et nous en passons. La CGT et le PC se montrèrent les plus décidés et orfèvres dans le maniement de l'insulte.

Les travailleurs divisés, déboussolés rentrèrent alors dans le giron peu à peu, la 2ème phase consistant, pour les bureaucraties à mégoter la négociation avec les capitalistes de ces fameux accords de Grenelle qui dévoyèrent un mouvement d'une ampleur sans précédent sur les illusoires satisfactions de quelques revendications salariales sans lendemain.

Et le tour était joué. Il ne restait plus après avoir divisé le mouvement étudiants-ouvriers, qu'à diviser le mouvement ouvrier par entreprises, pour voir se disloquer ce qui fit trembler tous les bourgeois.

Les bureaucraties ouvrières venaient de montrer leur attachement inconditionnel aux "valeurs" capitalistes, au gouvernement "légal", à la bureaucratie soviétique.

Jamais, les travailleurs qui ont vécu, cela ne devront l'oublier, et les pleurs de rage que certains de

nous versèrent après le gâchis de si beaux fruits, devra faire place à une détermination sans faille, sans relâche, face aux salopards de tous les organes syndicaux réformistes et staliniens, face aux flics du pouvoir capitaliste.

Il nous faudra d'abord nous organiser sérieusement, afin de quadriller le pays et les organisations pourries. Ensuite, nous devons informer, convaincre, gagner la base à la démocratie et l'action sur des objectifs clairs et simples, par exemple : la fédération d'industrie, la gestion directe.

Nous aurons un travail considérable d'explication, de lutte à mener car cette fois, les bureaucrates, . l'Etat ont tremblé et sont prévenus.

Faire que le prochain mouvement; ne puisse être dévoyé par les organisations qui subsisteront encore, que la lutte soit efficacement menée face au Pouvoir, que les travailleurs enfin conscients prennent la mesure de leur force, sachent concrétiser leurs espoirs organiser le Pouvoir Ouvrier dans les usines, dans la cité.

Plus de quartier. Pour la liberté, pour le socialisme, pour détruire le capitalisme, il faudra détruire les orgonisations de collaboration de classe qui trahissent le mouvement ouvrier.

Au travail, camarades!

CRÉEZ !

Depuis l'Union sacrée de 1914, le moins que l'on puisse dire, c'est que les organisations syndicales ne sont vraiment plus à la hauteur de leur tâche. Une fois de plus, en effet, elles n'ont pas su ou n'ont pas voulu remettre en cause les structures de la société. Bien au contraire, la CGT en particulier s'est fait la gardienne de l'ordre établi en réalisant le tour de force d'enliser le mouvement de mai dans les voies de la légalité bourgeoise et parlementaire.

Jusqu'à quand accepterons-nous de nous faire avoir à chaque fois par les bureaucrates? Jusqu'à quand accepterons-nous de nous faire diriger par un Monsieur Séguy, que nous connaissons trop hélas! même si lui ne connait pas Cohn-Bendit? Jusqu'à quand admettrons-nous à la tête des syndicats de peuso-syndicalistes pour qui l'autogestion est une formule creuse? Que signifie aussi, pour un syndicat fier de sa puissance, comme le SNI, le report d'un congrès dont la tenue, début juillet, devait permettre de faire le point sur les évènements? Il est à supposer que nos bonzes craignaient par trop les interventions des gauchistes, des irresponsables. mais est-ce bien faire preuve de sens des responsabilités que d'agir ainsi?

Nous pensons, nous, que l'autogestion, loin d'être une formule creuse, est la seule voie qui permette aux travailleurs de réaliser le socialisme. Mais il nous parait évident qu'avant de gérer la production et la répartition, les travailleurs doivent gérer leurs propres organisations, celles qu'ils se sont forgées, et entre autres les syndicats, et celles qu'ils peuvent être appelées à créer un jour ou l'autre selon les besoins qui se manifesteront , en particulier en période révolutionnaire.

Il est donc nécessaire et urgent, d'affirmer que les syndicats sont et doivent être l'affaire des syndiqués qu'en aucun cas ceux-ci ne doivent accepter de remettre leurs responsabilités entre les mains de technocrates du syndicalisme, aussi habiles et qualifiés soient-ils; que dans un syndicat, il ne peut et il ne doit y avoir de chefs, mais seulement des responsables toujours soumis au contrôle de la base.

Dans cette optique, certains principes du syndicalisme gardent toute leur valeur. Ainsi, l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat et du Patronat, certes, mais aussi, ce que l'on a trop oublié, à l'égard des partis politiques . Que tout syndiqué soit conscient de ce que la main mise d'un parti sur son syndicat, lui enlève du même coup, à lui syndiqué, toute souveraineté, tout pouvoir de décision. Il n'est plus qu'un rouage aux mains des bonzes de son syndicat, eux-mêmes au service du Parti quand ils ne participent pas à la direction des deux organisations.

Indépendance donc, du syndiqué par l'indépendance de son syndicat, et pour cela, refus absolu du

cumul des responsabilités politiques et syndicales. Ce problème est d'ailleurs trop important, trop crucial, pour que nous n'ayons pas à y revenir.

Il est courant de lier la question de la démocratie syndicale à celle de la reconnaissance du droit de tendance. Le problème est certes promordial, et on ne peut que se féliciter de bénéficier du droit de tendance à la F.E.N. et à F.O.

Mais si le droit de tendance est une condition nécessaire à la vie démocratique d'un syndicat, elle n'est pas suffisante. Le syndiqué, face aux luttes de tendances et aux bulletins de vote qu'il doit utiliser une ou deux fois par an, ne se retrouve-t-il pas bien souvent dans la situation du citoyen ayant à déléguer ses pouvoirs à tel ou tel charlatan de la politique? Une fois son devoir de bon syndiqué rempli, participe-t-il davantage à la vie de son syndicat? A-t-il-vraiment bien compris la signification du soutien qu'il apporte à la tendance choisie? Et en dehors de cet acte passif, peut-il vraiment faire entendre sa voix en ce qui concerne par exemple cet acte spécifiquement syndicaliste qu'est le déclenchement d'une grève?

En fait, trop souvent, le jeu des tendances conduit à une sorte de parlementarisme et à un syndicalisme d'initiés.

A côté et en plus de l'existence des tendances, il faut une vie syndicale réelle et profonde qui institue la discussion où on apprend à se connaître mutuellement et à se connaître soi-même. La discussion est ainsi un procédé d'éducation mutuelle et d'autoéducation qui permet de découvrir sa vérité à soi - qui amène à prendre confiance en soi, en ses propres idées et en ses propres *(mot illisible)* -procédé an-archiste en ce qu'il combat ainsi les vérités révélées, la hiérarchie, les sauveurs suprêmes.

La discussion établie dans la confiance et sur un plan d'égalité absolue (on accepte les présidents de séance, mais on n'a que faire d'un titre de Président, n'est-ce-pas Monsieur Benoît Frachon?) doit permettre dans la plupart des cas d'aboutir à un accord unanime autorisant et justifiant la disignation de délégués temporaires mandatés sur des points précis, responsables devant l'assemblée qui les a choisis, et toujours révocables.

Insistons bien sur ce fait: le pouvoir de décision, appartient aux assemblées générales de syndiqués; les délégués ou responsables nommés pour un temps, n'ont qu'un pouvoir de transmission ou d'exécution. S'ils avaient à prendre une décision, ils devraient de toute façon en rendre compte immédiatement à leurs mandants qui ont le droit et le devoir de demander des comptes.

Pour rendre cette démocratie directe viable, il est nécessaire d'assouplir les structures des syndicats et des fédérations, et là encore, c'est aux syndiqués de les transformer si le besoin s'en fait sentir, car le syndicat est un outil qui doit pouvoir s'adapter aux circonstances. Ainsi, pendant les événements de mai, les structures syndicales étaient souvent trop rigides pour répondre aux besoins du mouvement. Ces structures auraient dû éclater pour créer de véritables bourses du travail, prélude à une réunification à la base, toute différente d'une réunification de sommet qui se ferait, elle, très certainement sur le dos des travailleurs.

Afin, de nous débarrasser des bureaucrates, afin de redonner une orientation révolutionnaire au syndicalisme, nous ne saurions mieux faire que de reprendre le texte du tract distribué par la Jeunesse Anarchiste Communiste pendant les journées de mai, pour dire à tous les travailleurs:

"Créez !"

LE MOUVEMENT DE MAI A RENNES ...

Comme dans toutes les villes universitaires de "Province", les événements qui se sont déroulés à Rennes ont été à la remorque de tout ce qui se passait à Paris. Les diverses manifestations qui ont eu lieu ne se sont bornées qu'à être des manifestations de soutien aux camarades étudiants de Paris; certes ces manifs ont eu une grande ampleur, mais la très grande majorité des étudiants se sentaient concernés par un réflexe de solidarité et un réflexe anti-flic traditionnel.

L'action proprement rennaise a commencé avec l'occupation de la Faculté des Sciences. Diverses com-

missions s'y sont déroulées portant sur des sujets comme par exemple: Mouvement du 22 Mars, Luttes Ouvrières et luttes étudiantes... Les Anarchistes se sont manifestés dans ces diverses commissions, d'autant plus que le porte-parole du mouvement du 22 mars à Paris, du moins l'orateur le plus écouté, Daniel COHN-BENDIT, ne cachait pas ses opinions anars, et de ce fait bon nombre d'étudiants se sont intéressés à l'Anarchie. Il a donc fallu démystifier le conçept d'anarchie et présenter la forme concrète de son application sociale, à savoir l'Anarcho-Syndicalisme, à travers tout son passé de luttes. Comme il fallait s'y attendre, les étudiants Communistes présents ont riposté aux diverses attaques portées au P.C.F. et à la C.G.T. (ceci se passait au lendemain de la déclaration de MARCHAIS dans l'HUMANITE portant sur les groupuscules gauchistes). Après des débats où l'argumentation principale des gens du P.C.F. fut l'insulte (faute de mieux!) le résultat dans l'Assemblée fut que dès qu'un représentant communiste prenait la parole, il se faisait conspuer et se déconsidérait tout seul aux yeux de tous les présents.

Lorsque le mouvement ouvrier se mit dans la grève générale en débordant comme tout le monde le sait les diverses organisations syndicales, et obligeant celles-ci à prendre le train en marche selon l'expression consacrée désormais, il se créa un Comité Intersyndical regroupant l'UNEF, la FEN, la CGT, la CFDT et FO. Son rôle essentiel fut de reprendre en main ses militants respectifs, et d'empêcher par tous les moyens les perspectives révolutionnaires de se développer, sous couvert d'aventurisme gauchiste, et d'attaques continuelles contre les groupuscules trotskystes maoïstes et anarchistes qui se trouvaient être à la pointe du combat avec les organisations telles que la J.C.R. et les Anarchistes (le rôle des pro-chinois de l'U.J.C.M.L. est très contestable, car de fait ils ont toujours tenté de freiner le mouvement afin de sauvegarder une unité d'action avec les syndicats, et surtout de développer intensément leur propre propagande). D'autre part il n'existe pas de C.L.E.R. ou F.E.R. à Rennes.

A la dernière grande manifestation rassemblant les étudiants et les ouvriers, les anarchistes se sont regroupés autour du drapeau NOIR et ROUGE qui était sorti pour la première fois à Rennes, le service d'ordre de la C.G.T. tenta de l'arracher, mais fut repoussé énergiquement aux cris de: *"C'est le premier drapeau de la C.G.T., et pas d'une C.G-.T. pourrie !!!".*

Les divers lieux occupés furent: la Faculté des Sciences, la fac de Droit, l'Ecole des Beaux-arts et l'ancienne Fac des lettres qui restera cet été occupée en temps qu'Université Populaire. (?)

Plusieurs Comités d'Action furent créés, mais il ne subsiste plus, maintenant que le Comité d'Action Travailleurs Etudiants, le Comité d'Action lycéen s'étant désintégré après la reprise des cours dans les lycées.

A signaler aussi que l'une des commissions créées et qui fut la commission *"Pédagogie, contestation ou intégration?"*, reste le type de commission qui fut enrichissante et intéressante à la fois pour tous les participants; FREINET y fut évoqué, débattu, puis adopté et la conclusion qui fut tirée des débats est: que l'Ecole ne doit pas être à l'image de la société de type capitaliste et hiérarchisé que nous connaissons, mais doit être à l'image de la société socialiste idéale de demain, à savoir Autonome, fédérée et autogérée.

Ainsi, à Rennes comme ailleurs en France, les diverses organisations syndicales et politiques ont montré leur vrai visage face aux événements révolutionnaires qui se développaient, qu'il soit anti-révolutionnaire comme pour la C.G.T. (et le P.C.), qu'il soit emprunt de jésuitisme et d'hypocrisie comme pour la C.F.D.T. (qui ne pensait qu'à faire du raccolage), ou bien ultra réformiste comme pour F.O. (en dépit de quelques velléités de retour à la base qu'offre la Charte d'Amiens). Quant à la F.E.N., elle n'a montré qu'un aspect piteux des plus lamentables, et bon nombre d'enseignants sont prêts à remettre en question la direction qui sombre dans le réformisme le plus bas, en créant un groupe de Ecole Emancipée qui tentera de lier les luttes révolutionnaires et les luttes des enseignants.

Nous ne savons pas ce que sera la situation dans quelques mois, mais tout laisse prévoir que ce n'est que partie remise, et l'expérience que nous avons vécue au mois de Mai 68 sera fructueuse, en ce que nous ne recommencerons pas les erreurs commises par manque d'organisation face aux diverses bureaucraties, et que, nous trouvant dans le sens du courant qui se développe, nous serons prêts pour la lutte. Dès maintenant préparons les Comités de grève, afin qu'ils soient d'essence révolutionnaire, préparons la lutte expropriatrice, préparons nous à la gestion directe, afin que nous puissions construire cette société sans classes d'hommes libres et responsables de leur destin.

CE N'EST QU'UN DÉBUT ! continuons le combat...

En JUIN 1936: 1.830.938 grévistes **(1)** se répartissent ainsi; 12.142 entreprises, commerces ou bureaux en grève dont 9.941 grèves avec occupation du lieu de travail. Mais, déjà 9.473 conflits sont terminés car la grève dure depuis janvier 36.

MAI 1968 plus de 10.000.000 de grévistes **(2)** la quasi unanimité avec occupation des lieux de travail ou d'études (facultés).

En 68 comme en 36 c'est le phénomène de généralisaiion spontanée de la grève dans les différentes professions qui domine. A aucun moment les confédérations syndicales ouvrières n'ont donné l'ordre de grève générale.

Le seul cas de grève générale déclenché sur le plan local fut celui lancé à AVIGNON en juillet 36 pour appuyer la grève du BATIMENT.

- Seule la journée du 13 mai fut l'objet d'un mot d'ordre;
- Sur le plan interprofessionnel en 1968, aucune confédération ouvrière ou UNION DEPARTEMENTALE n'a pris d'initiative pour la grève générale;
- Seule la F.E.N. a lancé un appel le 25 mai.

Par contre les confédérations ouvrières se réservèrent le droit de négocier les ACCORDS DE GRENELLE qui ne sont, dans la perspective du dialogue (version 58 des commissions mixtes) que le babillement inconscient d'un élève de la maternelle par rapport aux ACCORDS MATIGNON de 1936.

En continuant la grève après le 26 mai les travailleurs ont, tant bien que mal, amélioré les accords de Grenelle dans leur branche professionnelle.

Actuellement, il existe encore des secteurs où le combat continue.

Mais les travailleurs ne sont pas dupes, ils savent bien qu'ils ont été trahis par leurs propres organisations: SYNDICATS et PARTIS.

En effet la grande idée du système gaulliste formule 69 est l'association CAPITAL-TRAVAIL par le moyen de la PARTICIPATION à tous les niveaux:

QU'EST-CE QUE LA PARTICIPATION? Ce court article extrait du Journal "LE MONDE" du 12 juin 68, y répond: MADRID: LA "PARTICIPATION" est un thème phalangiste.

"Madrid, 11 juin. - A la suite de la dernière allocution du président de la République française, l'admiration des franquistes pour le général de Gaulle est montée en flèche. Le quotidien S.P. (national syndicaliste) écrit: "La réalité dépasse la fiction: de Gaulle découvre la Phalange"; et d'ajouter que la théorie gaulliste de la "participation" partage avec le phalangisme non "seulement son anticommunisme et son anticapitalisme, mais aussi la conception de l'entreprise" qui est la pierre angulaire du national-syndicalisme. Et de conclure: "Une issue favorable de l'expérience gaulliste pourrait avoir des conséquences très importantes" en Espagne. Elle pourrait peut-être décider notre gouvernement à "essayer sérieusement le phalangisme".

La presse espagnole a annoncé l'arrivée en France de M.Bidault et à parlé d'une possible amnistie pour l'ex-général Salan. "Arriba!" organe de la Phalange, publie en première page une photographie de l'ancien président du conseil, les "ultras" commentent: "De Gaulle sauvera la France avec l'aide de l'armée et des patriotes qu'il a trahis, il y a dix ans, en Algérie".

Dans de larges secteurs du régime, on pense que DE GAULLE s'est enfin décidé à livrer bataille à l'unique ennemi: "le communisme".

Cependant, pour de nombreux observateurs, les paroles du "président de la République" ressemblent chaque jour davantage aux "discours que le général Franco répète inlassablement depuis trente ans".

Les organisations ouvrières et en particulier les partis politiques y avaient pensé comme DE GAULLE.

(1) STATISTIQUES du MINISTERE du TRAVAIL.

(2) Chiffre non confirmé par le ministère en raison des difficultés de centraliser les renseignemnts du fait de la généralisation de la grève.

En effet lorsque l'on fait la comparaison entre l'accord P.C.- F.G.D.S. **(3)** et les Accords de Grenelle on constate:

PARTICIPATION ET L' INTERESSEMENT:

Accord PC- FGDS:

Principes d'une politique démocratique (Extraits): La FGDS et le PC estiment qu'il ne saurait y avoir de finalité que sociale et humaine au développement économique. A leur sens, la politique économique doit se fonder en 2 propositions:

- affirmation des droits de la démocratie par la PARTICIPATION des CITOYENS à la vie professionnelle locale et nationale,
- la réalisation des conditions du progrès social par la modification des structures et institutions archaïques et oppressives...

La démocratisation du plan s'établit sur des objectifs répondant aux besoins sociaux du pays et sur des moyens adéquats. Sur l'intervention des travailleurs et des consommateurs aux différents niveau et aux différentes étapes (conception, élaboration, exécution et contrôle).

La participation à la gestion de l'entreprise publique et nationale permet aux travailleurs de défendre leur statut.

LA RECONNAISSANCE DES SECTIONS SYNDICALES D'ENTREPRISES, est la garantie du plein exercice des libertés syndicales dans l'entreprise .

L'EGALITE DES ORGANISATIONS SYNDICALES AU REGARD DES SUBVENTIONS DE L'ETAT, et dans la représentation aux institutions nationales européennes et internationales.

Le PC et la FGDS ne demandent pas l'abrogation de l'ordonnance sur l'intéressement des travailleurs aux fruits de l'entreprise.

Accord de Grenelle:

Les accords de Grenelle ne prévoient aucun texte sur la participation. Néanmoins la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise est l'échelon qui manquait pour l'application de l'ordonnance sur l'INTERESSEMENT DES SALARIES AUX FRUITS DE L'ENTREPRISE (17-8-67). Cette ordonnance est en cours d'applicaticn dans le secteur privé (la CGT a signé des accords).

Elle touche les entreprises de 100 et + salariés.

Le mécanisme compliqué adopté prévoit de répartir une petite partie du bénéfice consacré à l'auto-financement. Après rémunération prioritaire (5%) des capitaux propres à l'entreprise.

2 millions de salariés sur 13 seront concernés par ce système qui leur procurera, un revenu de 1 à 3% de leur salaire non disponible pondant 5 an.

Le gouvernement élabore un projet de loi relatif à l'exercice du DROIT SYNDICAL dans les entreprises.

L'accord signale: garantie de la liberté collective de constitution de syndicats ou de sections syndicales dans l'entreprise à partir des organisations syndicales REPRESENTATIVES à l'échelon national. Protection des délégués syndicaux dans les conditions analogues à celles des délégués du personnel.

L'ordonnance sur l'intéressement des travailleurs aux fruits de l'entreprise n'est pas abrogée.

Cette étude ne serait pas complète si elle ne précisait pas la position des RECUPERATEURS **(4)** du Mouvement révolutionnaire de Mai 68:

Mrs DESCAMPS (CFDT), BARJONET (CGT), SAUVAGEOT (UNEF) ROCARD (PSU); la convergence des positions de cette quadrette est évidente on y retrouve les slogans: POUVOIR OUVRIER - POUVOIR ETUDIANT - POUVOIR PAYSAN - POUVOIR du PEUPLE - POUVOIR SYNDICAL -

Les dirigeants de la CFDT n'ont pas peur des mots! depuis qu'ils ont quitté la défroque noire de la CFTC ensoutanée pour l'habit rouge de la CFDT déchristianisée.

TEMOIGNAGE CHRETIEN publiait dans son numéro du 16 mai un article de Gilbert DECLERCQ (CFDT-PSU) d'un gauchisme à faire pleurer les plus durs d'entre nous:

"Oui, apparemment, il pleuvait sur Brest ce jour-là, et sur tout l'Ouest. Pour un 8 mai pluvieux, c'était vraiment pluvieux! Les préfets qui avaient planqué leurs C.R.S. un peu partout, y compris dans les colonies

(3) Accord que j'ai dénoncé au congrès de l'UNION DEPARTEMENTALE de 67 à Saint-Nazaire. (F.O.)

(4) RECUPERATEURS parce qu'ils n'ont joué aucun rôle dans le départ de lutte révolutionnaire des étudiants qui est partie de NANTES, de NANTERRE, et de STRASBOURG.

de vacances de la côte, ont dû se frotter les mains à l'annonce des averses promises par la météo: “Ça leur apprendra, aux évêques, à faire des déclarations pour le 8 mai, leur bon Dieu ne les suit pas !" Mais que connaissent les préfets à ces choses de Dieu, de la pluie, de la mer et du vent? Grève généralisée, disait la radio d'Etat de midi! Alors vraiment pleuvait-il sur l'Ouest ce jour-là?

Pas sûr, car le soleil était dans les coeurs parce que l'espérance y était et la joie de lutter pour ce qui est juste et vrai. Quand de toutes les régions de France montera demain cette même exigence de liberté et de joie de vivre, quand tous ensemble, on pourra centraliser cela, quand tous montreront la volonté de ce peuple de France de balayer ce régime de fric et de profit et d'unir toutes les forces vives de travail et de progrès, qui vous savez aura beau raconter que tout va bien !, la page d'histoire aura bien quand même commencé à être sérieusement tournée.

Car, si l'action diversifiée et continue doit se poursuivre - cette action essentielle de chaque jour dans l'entreprise - seules des actions de cette ampleur sont à la mesure des problèmes du développement économique de nos régions, de la lutte prioritaire pour les catégories et les zones de bas salaires, pour les libertés syndicales et la reconquête de la Sécurité Sociale, enfin pour une politique capable d'atteindre ces objectifs.

Tout cela, le 8 mai, le peuple de l'Ouest l'avait compris."

Curieux phénomène de séparation du temporel et du spirituel puisque DECLERCQ n'était pas à BREST le 8 mai, mais à Nantes devant la préfecture avec le service d'ordre CGT pour assurer la déviation des travailleurs qui défilaient par la rue Maurice Duval de façon à ne pas stationner devant la préfecture avec les étudiants.

En fait, la CFDT, ne faisant pas référence à la LUTTE des CLASSES dans ses STATUTS, est pour l'UNION des CLASSES telle que la prévoit l'encyclique RERUM NOVARUM:

"Nécessité de l'UNION des CLASSES, car il ne peut y avoir de CAPITAL sans TRAVAIL, ni de TRAVAIL sans CAPITAL. Les devoirs de l'ouvrier étant: fournir le travail auquel il s'est librement engagé. Fuir les violences et les hommes pervers qui lui "suggèrent des espérances exagérées..."

BARJONET (CGT) n'est pas descendu dans la rue mais en province faire campagne pour le PSU. Vieux bureaucrate dénonçant la bureaucratie. A Nantes, il a beaucoup amusé les masses. Il parle de myopie politique dans le journal du PSU. A propos, les verres qu'il porte sont-ils déformants?

Le jeune et brillant Jacques SAUVAGEOT fait partie de ces intellectuels de gauche qui ont pris le "train en marche", avec Michel ROCARD il balaie les restes (encore fumants des gaz CB) de la révolution manquée de mai 68 au profit du PARTI SOCIALISTE URNIFIE **(*)** pour les besoins de la cause.

Le programme du PSU à l'inverse de l'accord PC-FGDS est très à gauche, à l'extrême gauche d'après les journalistes: *"La lutte extra-parlementaire, la recherche d'une culture populaire pour le pouvoir du peuple”.* (TRIBUNE SOCIALISTE du 20 juin 68)

Etant bien entendu que la lutte extra-parlementaire passe par la campagne électorale de JUIN 68. Et qu'il ne faut pas confondre: le peuple réclame le droit à la culture, on va faire des recherches pour une culture populaire; parce qu'il y a plusieurs cultures?

Face à toutes ces démagogies les véritables syndicalistes savent déjà qu'ils n'ont plus rien à attendre des partis politiques sclérosés.

La révolution manquée de MAI 1968 à mis à jour tous les rouages de la SOCIETE CAPITALISTE qui nous opprime et le rôle des confédérations syndicales qui ont d'abord été un frein et ont ensuite, dévoyé la lutte des travailleurs par la conclusion des accords de Grenelle. Les partis dits ouvriers en acceptant les législatives de JUIN ont parachavé le travail des confédérations en donnant le coup de grâce à la GREVE GENERALISEE. Les travailleurs l'ont compris: tout n'est donc pas perdu.

SI VOUS ETES D'ACCORD AVEC NOUS, soutenez notre action!
Créez des groupes, entrez en contact avec nous.
Envoyez nous des listes de camarades engagés dans la lutte.
Il ne faut pas perdre de temps pour préparer l'action!

(*) Reproduit tel quel! (A.M.)

ACTION DIRECTE ...

Le 13 mai les organisations syndicales du Centre hospitalier de N... ont freiné tant qu'elles ont pu le mouvement de grève mais un petit groupe réussit à entraîner les autres au service de l'entretien et à forcer les syndicats à déclencher un mouvement d'une demi journée.

(La grève dans les services de santé pose des problèmes délicats: il faut malgré tout rester à son poste et faire un travail à près normal. Mais alors se produit un changement important: les grévistes prennent eux-mêmes leurs responsabilités. Que n'en est-il de même ailleurs, la grève gestionnaire serait un progrès, et un pas vers la révolution).

Le 20, les syndicats avec plus ou moins de réticences lancent un mot d'ordre de grève de 24 h. A l'Assemblée générale les grévistes décident la grève illimitée, avec pour objectifs principaux :

- les 40 heures.
- les deux jours de congé consécutifs. (Le personnel soignant jusque là ne bénéficiait que d'un jour de repos par semaine, avec un dimanche toutes les 7 semaines. Et le plus souvent faisait des horaires "coupés", avec service de nuit par rotation).

Pour réaliser ces objectifs une étude de la commission technique paritaire avait, avant les événements, fait ressortir la nécessité d'embaucher 83 personnes, l'effectif s'établissant déjà autour de 1.000.

Au cours de la grève, le personnel devient de plus en plus ferme sur ses revendications. Après une dizaine de jours, une assemblée générale mandate le comité de grève pour prendre contact avec le Directeur, la commission administrative ayant donné son accord. Le Directeur, contraint à venir s'expliquer devant les grévistes se retranche, derrière l'autorité de tutelle (Préfet).Des délégués emmènent le Directeur à la Préfecture et reviennent, peu de temps après avec la signature de la dite "autorité de tutelle".

Des difficultés surgissent alors: les communications postales sont interrompues. Comment prévenir les personnes à embaucher? Des grévistes sont volontaires pour porter les convocations à celles qui ont posé leur candidature dans tout le département. Dès le lendemain, ces candidats passent la visite médicale d'admission.

Cinq semaines après la reprise du travail, il est difficile de savoir combien de personnes ont été embauchées certaines n'ayant pas tenu le coup plus de 2 ou 3 jours. Mais une très grande partie du personnel accomplit déjà les 40 h. les autres 42 h. Et au fur et à mesure des possibilités, tous font 40 h. ce qui sera réalisé pour l'ensemble au 1er janvier 69.

Ce qui "n'était pas possible" depuis 10 ans, malgré les revendications syndicales, négociations ou "actions", l'a été après quelques jours de grève grâce à la détermination de l'ensemble du personnel, sous l'impulsion de quelques camarades. (Tous comptes faits, l'administration n'y perdra sans doute pas grand chose: l'abstentéisme était auparavant très important par suite de la surcharge de travail.)

Ce qui est regrettable: la reprise du travail alors que d'autres travailleurs étaient encore en grève. Et c'est le porte-parole des 3 syndicats qui a entraîné à ce lâchage, à ce manque élémentaire à la solidarité entre travailleurs: boulot des bureaucrates, influence du P.C.

MORCEAU D'ANTHOLOGIE ...

Il s'agit de la déclaration de Waldeck Rochet au Comité Central du P.C.F. (8 & 9 juillet 1968).

Voici quelques citaions, d'après "Le Monde": *"Le secrétaire général du parti revient sur eette idée que les travailleurs, dans leur masse, étaient entrés dans la lutte avant tout pour de meilleures conditions de vie et de travail et non pour imposer un pouvoir politique par la force insurectionnelle, et dénonce les vieilles théories anarchistes sur le rôle soi-disant décisif des minorités agissantes".*

Il conclut sur ce point: *"les gauchistes proclamaient qu'il y avait une situation révolutionsnaire permettant*

de renverser le capitalisme et d'établir un pouvoir ouvrier, alors que le pouvoir gaulliste, bien qu'affaibli, gardait la possibilité d'écraser par la force le mouvement ouvrier et alors que n'étaient pas réunies les conditions d'une entente solide sur un programme des partis de gauche et des organisâtions syndicales ouvrières.

En maintenant résolument notre lutte en faveur des revendications des travailleurs et de nos objectifs de relève démocratique du pouvoir gaulliste, dans le cadre de la légalité républicaine, nous avons fait échouer le plan gaulliste visant à l'écrasement du mouvement ouvrier et démocratique.

Nous avons soutenu et nous continuerons de soutenir l'idée qu'il faut remplacer le pouvoir gaulliste des monopoles par un gouvernement d'union démocratique issu, non de la subversion, mais de la volonté populaire clairement et démocratiquement exprimée.

Car telle est la seule perspective qui, à l'étape actuelle, réponde aux intérêts des travailleurs, de tout le peuple et de la nation elle-même.

Et pour faire triompher cette politique, nous comptons, non sur l'aventure, mais sur la lutte pacifique des plus larges masses populaires...".

En terminant, M. Waldeck Rochet cite longuement Lénine, à propos du phénomène gauchiste et maoïste sur la traditionnelle lutte sur deux fronts contre *"le doctrinarisme de gauche et le révisionnisme droitier".* Mais il conclut: *"Cette lutte sur deux fronts n'exclut pas, mais suppose l'orientation de l'effort principal contre le le danger le plus pressant, qui est aujourd'hui le gauchisme".*

En somme, tout le mouvement de mai n'a été déclenché que pour huire au P.C...

ABONNEMENTS:

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)
C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.